mers durant la présente guerre m'ont dit cela. J'ai été heureux d'apprendre la chose et j'espère qu'il en est réellement ainsi. D'un autre côté, on nous dit que, si le commandant d'un district militaire de la Colombie-Britannique désire faire brancher un second appareil téléphonique sur son premier, il lui faut probablement faire approuver sa demande par le Conseil du trésor. La vérité se trouve peut-être entre ces deux extrêmes. Le ministre s'occupe sans doute de la chose.

L'hon. M. RALSTON: Je me suis occupé de la question des appareils téléphoniques.

M. MUTCH: Parfait. Ce sont là deux extrêmes. Il y a dans l'armée des hommes qui, tout en n'ayant jamais vu un uniforme ou en n'ayant jamais vu un fusil Ross ou autre, possèdent les aptitudes requises pour exécuter les travaux techniques de n'importe quel district militaire, sans que le quartier général du district ait besoin de donner de directives autrement que par téléphone. Il n'est pas nécessaire que tous les appels téléphoniques passent par un seul bureau.

Je sais gré au ministre des efforts que l'on a tentés en vue de rénover cette méthode désuète, mais si quelqu'un s'avisait d'indiquer sur un graphique, même au moyen de traits presque imperceptibles, la filière que l'on doit suivre pour communiquer des idées au quartier général, ce graphique ne pourrait être examiné qu'à l'aide d'un puissant microscope.

L'hon. M. RALSTON: Personne n'hésite à écrire au ministre. L'honorable député peut en être certain.

M. MUTCH: Je puis dire au ministre qu'un bien petit nombre de ceux qui s'intéressent à cette question voudraient...

L'hon. M. RALSTON: Je parle des idées.

M. MUTCH: Les simples soldats hésitent, j'en suis sûr, à écrire au ministre. On m'a déjà renvoyé des lettres en me priant de réprimander des gens qui avaient osé écrire à quelque personnage d'un rang beaucoup moins élevé que celui du ministre. Je discute ce sujet en toute sincérité. Je ne désapprouve pas cette coutume en principe, car elle est conforme aux règlements qui existent actuellement. Toutefois quelques-uns de ces règlements ont grandement besoin d'être simplifiés. Si un homme pense avoir trouvé une idée, tout illogique qu'elle puisse être, cette idée a de l'importance pour lui, et il tient à en faire part à quelqu'un. On devrait donc lui en faciliter le moyen.

Je ne crois pas qu'il soit possible d'administrer tous les districts du Canada au moyen d'un unique organisme. Dans un pays aussi vaste que le nôtre, où la population n'a pas partout la même densité, où le climat varie, et

où les facteurs géographiques sont différents, le quartier général de la Défense nationale ne saurait élaborer un programme d'entraînement qui puisse s'appliquer à plus de deux ou trois districts. Quant aux remarques que l'honorable député de York-Ouest a faites précédemment, au sujet de l'importance du personnel attaché au quartier général, j'ai été heureux d'entendre le ministre déclarer que l'on prend d'autres dispositions à cet égard.

Je tiens à dire, avant de terminer, que l'on devrait songer davantage à la tâche dont doit s'acquitter le conseil de sélectionnement avant l'enrôlement des recrues. Sans cela, de nombreux griefs se feront entendre dans les divers centres d'entraînement élémentaire. Je sais que cela occasionnera des dépenses. Cela va causer un peu de retard, mais nous nous trouvons dans l'heureuse position que voici: les circonstances qui entourent l'arrivée de ces hommes et leur nombre nous permettent de nous occuper d'eux; encore une fois, je recommande que la sélection se fasse non pas aux centres d'instruction élémentaire, et encore moins dans les centres administratifs, mais dans les bureaux de recrutement qui existent par tout le pays.

M. GERSHAW: Il a été question de la formation d'un bataillon de travailleurs; je désire faire une proposition au ministre et entendre sa réponse afin de voir si la chose est possible. Dans le sud de l'Alberta il existe un grand nombre de gens qui entretiennent des convictions très fortes contre le maniement du fusil ou l'effusion de sang. Il semble que les jeunes gens de ces groupes ou colonies particulières sont prêts à faire leur part dans cette grande lutte, à marcher la tête haute comme les autres jeunes gens et à être considérés comme de véritables Canadiens. En 1923, une colonie s'installait dans une municipalité et depuis ce temps sa population a doublé, et six autres groupes sont venus se fixer dans la même municipalité. On se rend compte que grâce à leur mode de vie et à leur façon de cultiver, ces gens peuvent s'étendre rapidement. Le gouvernement provincial a reconnu le danger et a adopté une loi leur défendant d'acquérir d'autres terres pendant la durée de la guerre. La population est d'environ 1,866, dont 700 d'entre eux appartiennent à la colonie Hutterite. Les habitants ordinaires de la municipalité s'émeuvent assez fortement au sujet de cet état de choses. Ils sont d'avis que dans cette démocratie tous devraient être sur un pied d'égalité et qu'on devrait traiter ces gens comme tous les autres Canadiens. Tous savent qu'ils jouissent de la protection d'une convention, émanant du décret C.P. n° 1678 du 12 août 1899. A cette époque-là, personne ne pouvait pré-